



| Les outils de démocratie participative en ligne permettent aux citoyens de se connecter facilement aux débats de leurs communautés.

RENFORCER LA DÉMOCRATIE EN S'INSPIRANT D'AUTRES CONTINENTS

par Giovanni Allegretti

Il est avéré que l'implication des citoyens dans le choix des priorités politiques permet d'améliorer leur qualité de vie. Lorsqu'il porte sur les ressources, le dialogue entre les institutions et les citoyens offre l'occasion d'aborder différents scénarios d'augmentation des richesses et de rationalisation des dépenses pour nos lieux de vie. Le budget participatif est une innovation démocratique, dont les effets bénéfiques ont pu être constatés ces 30 dernières années. Les pays du Sud, mais aussi de plus en plus de pays d'Europe, s'inspirent d'initiatives venues d'ailleurs – particulièrement d'Amérique latine.

Les innovations démocratiques (ID) couvrent de nombreuses pratiques structurées, destinées à impliquer directement les citoyens dans la prise de décisions concernant leurs lieux de vie. Les ID combinent souvent des approches ascendantes et descendantes avec une forte dimension délibérative (pour améliorer la qualité des idées et les arguments à l'appui de ces dernières). Elles ont ainsi pour but de créer des mécanismes co-décisionnels pour tenter de rééquilibrer certaines asymétries de pouvoir dans la société.

Dans cette optique, loin d'être réduites à de simples dualismes « pour ou contre », les innovations démocratiques reposent sur la médiation et des débats clairs et précis. Par conséquent, ces processus se distinguent fortement des instruments dits de « démocratie directe » (comme les référendums, les actes de révocation des mandats politiques/administratifs, etc.). Ce n'est pas par hasard que la démocratie directe est souvent brandie par les populistes pour banaliser et simplifier des choix complexes, et ainsi favoriser un glissement des cultures démocratiques vers des déviations où

ce sont les leaders qui imposent leurs choix.

À la fin des années 80 (lors du renversement de nombreuses dictatures), des innovations démocratiques ont été très largement utilisées, en particulier en Amérique latine, afin de réactiver un cercle vertueux de confiance mutuelle entre les citoyens et les nouvelles institutions redémocratisées. Ces expériences ont révélé que les citoyens se montraient rapidement réticents à tout exercice participatif n'ayant pas un impact réel sur leurs espaces de vie et leurs habitudes.

Par conséquent, seuls une participation et des résultats tangibles et substantiels suscitent une plus grande responsabilisation de tous les acteurs et leur permettent d'évoluer ensemble dans un véritable « environnement d'apprentissage ». Ce message – renforcé par le succès de centaines d'expériences concrètes, surtout au niveau local – est arrivé en Europe vers le début du nouveau millénaire. Les innovations démocratiques se sont multipliées, proliférant plus particulièrement depuis la crise économique et financière de 2008.

Nombre d'études prouvent les effets positifs des ID dans différents domaines de la transformation territoriale et politique. La participation des citoyens contribue au rétablissement de la confiance mutuelle. Cette confiance ouvre à son tour un cercle vertueux offrant un environnement favorable à d'autres réformes administratives généralement difficiles à mettre en œuvre. Il est ainsi possible d'apporter dans notre quotidien les changements nécessaires, au travers des objectifs de développement durable, de rationalisation de la mobilité, de systèmes fiscaux locaux ou de la création de nouveaux partenariats public-privé-population (PPP). Le civisme fiscal s'en trouve par ailleurs renforcé, car, une fois capables de surveiller activement la manière dont l'argent est dépensé, des citoyens qui ne le faisaient pas auparavant commencent à payer des impôts.

La multiplication des budgets participatifs (BP) est un bon indicateur de l'expansion des ID. Celles-ci ont besoin d'une nouvelle catégorie de responsables politiques, qui conçoivent leur rôle différemment. Ces hommes et femmes politiques d'un nouveau genre doivent gouverner « avec » et pas seulement « pour » les citoyens. Ils doivent servir leur circonscription en tant que facilitateurs et aidants, et ne pas se substituer aux citoyens en proposant à leur place des solutions à leurs problèmes et des manières de concrétiser leurs rêves.

En 2010, quelque 1 500 villes étaient adeptes des budgets participatifs dans le monde. L'Europe en comptait quant à elle moins de 500. En 2014, elles étaient 3 000 à l'échelle internationale, dont près de la moitié au

niveau européen. Et en 2018, parmi plus de 7 700 BP dans le monde, près de 3 600 étaient européens (sans compter les centaines d'expériences menées en Russie). Des capitales comme Madrid ou Paris consacrent plus de 100 millions d'euros aux BP chaque année, tandis que Lisbonne, Reykjavik, Bratislava, Chisinau, Prague, Milan et récemment Rome leur réservent des ressources plus modestes.

Aucun pays d'Europe ne dispose de cadres juridiques rendant les BP obligatoires au niveau local ou régional (comme c'est le cas en Indonésie, au Pérou, en République dominicaine, au Kenya ou en Corée du Sud). Nous n'arrivons en outre pas au niveau de New York, où un référendum local organisé en novembre dernier a permis de voter l'extension des BP à l'ensemble de la ville. Cependant, en Europe, les budgets participatifs se multiplient plus rapidement que sur les autres continents. Plusieurs régions ou pays ont en effet adopté des mesures pour favoriser les BP (comme la Toscane, l'Écosse ou la Pologne) et, depuis 2017, le gouvernement du Portugal finance la création de BP thématiques à l'échelle nationale (dans des secteurs comme l'éducation, les sciences ou la jeunesse).

Les BP traversent donc les frontières des administrations locales, mais ils intéressent aussi d'autres institutions, comme les écoles, les facultés universitaires, les organismes de logement, les agences de développement et même les prisons.

Dans plusieurs villes et régions, ils sont coordonnés avec d'autres instruments (planification participative, contrôle exercé par la population, observatoires citoyens, débat public sur les grandes infrastructures). Ils s'inspirent souvent (à nouveau !) d'exemples d'Amérique latine visant à créer des « systèmes participatifs » plus efficaces, où des vecteurs de dialogue social interconnectés et différents à la fois pourraient attirer divers groupes cibles et où les technologies de communication permettraient de réduire les coûts de la participation tant pour les organisateurs que pour les participants.

Après trente années de mise en pratique, il s'avère évident que l'importante capacité des BP

à pallier la crise des institutions représentatives doit encore être pleinement exploitée. En modifiant le concept de « décideurs politiques » et en rétablissant la confiance dans les institutions, les BP permettent d'atteindre des objectifs dans différents contextes. Ils réduisent ainsi la mortalité infantile, renforcent la transparence des comptes publics, intègrent des groupes vulnérables dans le processus décisionnel et augmentent les ressources des budgets publics au travers d'une discussion sur les partenariats et les recettes, et pas uniquement sur les dépenses.

L'UE peut en faire bien plus pour placer les innovations démocratiques au premier plan et aider à établir un dialogue direct avec ses citoyens sur des sujets concrets. Il convient toutefois d'éviter les erreurs de l'initiative citoyenne européenne (ICE). Les solides « garde-fous » prévus en nombre dans l'ICE compromettent tous les efforts des citoyens au stade final de l'initiative et permettent aux décideurs de trier sur le volet les idées présentées. Les Européens éprouvent donc une certaine frustration en réalisant que le rôle central qui leur a été offert dans la transformation de l'Europe n'est en réalité qu'un artifice rhétorique destiné à embellir l'image écornée des institutions et à rendre plus « acceptables » des choix technocratiques et axés sur le marché.



> AUTEUR

Giovanni Allegretti est codirecteur du programme doctoral « Démocratie au XXI^e siècle » et coordonne le « People's Observatory: Participation, Innovation and Local Powers ». Il est aussi Architecte, urbaniste et chercheur principale au Centre d'études sociales de l'Université de Coimbra, au Portugal.